

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

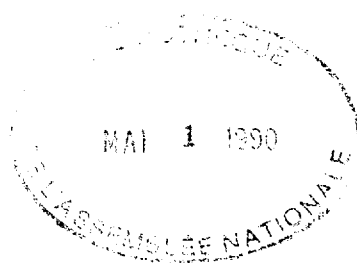
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 32

Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique

Présentation

Présenté par
M. Marc-Yvan Côté
Ministre de la Santé et des Services sociaux



Éditeur officiel du Québec
1990

NOTES EXPLICATIVES

Le projet de loi a pour objet de modifier la définition de laboratoire pour y inclure l'imagerie médicale.

Il réaménage certains articles concernant l'obligation de détenir un permis pour l'exploitation d'un laboratoire.

Enfin, le projet de loi précise que, pour une certaine période, aucun examen au moyen d'un appareil de résonance magnétique ne pourra être fait dans un laboratoire.

Projet de loi 32

Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 1 de la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., chapitre P-35), modifié par l'article 1 du chapitre 58 des lois de 1989, est de nouveau modifié au premier alinéa:

1° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

« *b*) « laboratoire » désigne un lieu aménagé hors d'un établissement pour y fabriquer ou réparer des orthèses ou des prothèses, ou pour y faire des examens ou des analyses à des fins de prévention, de diagnostic ou de traitement de la maladie humaine en biologie médicale ou en imagerie médicale; »;

2° par la suppression du paragraphe *h*.

2. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du troisième alinéa, des mots « dans un établissement ou hors d'un établissement ou un département de biologie médicale » par les mots « ou le chef d'un département ou d'un service responsable de la biologie médicale dans un établissement ».

3. L'article 31 de cette loi, modifié par l'article 6 du chapitre 47 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

« **31.** Nul ne peut exploiter une banque d'organes et de tissus s'il n'est titulaire d'un permis délivré à cette fin par le ministre.

Nul ne peut exploiter un laboratoire dans lequel est exercée une des activités visées au règlement s'il n'est titulaire d'un permis de laboratoire délivré par le ministre. ».

4. L'article 34 de cette loi, modifié par l'article 7 du chapitre 47 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Une personne qui sollicite un permis de laboratoire doit de plus indiquer dans sa demande le lieu où doit être situé le laboratoire, les activités qui y seront exercées, le type d'examens ou d'analyses qui y seront faits et, s'il s'agit d'un laboratoire en imagerie médicale, le type ainsi que le nombre d'appareils qui y seront utilisés. ».

5. L'article 35 de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 47 des lois de 1988, est de nouveau modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Un permis de laboratoire indique le lieu où est situé ce dernier et les activités que son titulaire est autorisé à y exercer. Il peut également indiquer le type d'analyses ou d'examens que son titulaire peut faire, ou exclure des analyses ou des examens. S'il s'agit d'un laboratoire en imagerie médicale, il peut de plus indiquer le type et le nombre d'appareils que le titulaire du permis est autorisé à utiliser, ou exclure l'utilisation de certains appareils. ».

6. L'article 36 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 47 des lois de 1988, est de nouveau modifié par le remplacement des trois premiers alinéas par les suivants :

« **36.** Le ministre ou le conseil régional, selon le cas, délivre un permis si la personne qui le demande fournit les renseignements requis par la présente loi, remplit les conditions et les modalités déterminées par règlement et verse les droits qui y sont prescrits.

Un permis peut être modifié à la demande de son titulaire.

Le ministre peut toutefois refuser de délivrer un permis de laboratoire, ou de le modifier, s'il estime que les besoins de la région où doivent être exercées les activités d'un laboratoire ne le justifient pas. À cette fin, le ministre tient compte des ressources des établissements et des laboratoires de la région à l'égard des activités pour lesquelles le permis est demandé. ».

7. L'article 37 de cette loi, modifié par l'article 14 du chapitre 47 des lois de 1988, est remplacé par le suivant :

« **37.** Un permis expire le 31 décembre de chaque année. Il est renouvelé à cette date pour une année si son titulaire remplit les conditions prescrites par règlement. ».

8. L'article 40.1 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Le titulaire d'un permis doit informer le ministre de tout changement ayant pour effet de rendre inexacts ou incomplets les renseignements fournis pour obtenir la délivrance ou le renouvellement de son permis. ».

9. L'article 40.3.2 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) qui ne se conforme plus aux conditions requises pour obtenir son permis ou aux conditions et interdictions rattachées à son permis; ».

10. L'article 41 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « dont la demande » par les mots « à qui un permis ou une modification ».

11. L'article 69 de cette loi est modifié au premier alinéa :

1° par le remplacement du paragraphe *a.1* par le suivant :

« *a.1*) déterminer les activités pour lesquelles un permis de laboratoire est requis; »;

2° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c*) déterminer, sauf dans le cas d'un service d'ambulance, les conditions que doit remplir toute personne qui sollicite un permis et les droits qu'elle doit verser; ».

12. Nul ne peut faire des examens en imagerie médicale au moyen d'un appareil de résonance magnétique à des fins de prévention, de diagnostic ou de traitement de la maladie humaine avant d'avoir obtenu un permis à cette fin conformément au règlement pris en application du paragraphe *a.1* de l'article 69 de la Loi sur la protection de la santé publique, tel que remplacé par le paragraphe 1° de l'article 11 de la présente loi.

Le premier alinéa ne s'applique pas à l'égard des examens faits dans un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Le présent article a effet pour la période comprise entre la date de présentation de la présente loi et celle de l'entrée en vigueur du règlement visé au premier alinéa.

13. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.